

Lutter contre la corruption

... **Etienne Perrot s.j.**, Genève

*Economiste, professeur au Centre Sèvres
et à l'Institut catholique (Paris)*

Pourquoi combattre la corruption, une pratique qui somme toute fait partie depuis toujours de toutes les cultures ? Parce qu'elle n'est justifiable ni politiquement ni moralement et, qu'en sus, elle est improductive du point de vue économique. Pour l'éradiquer, un ensemble de méthodes policières, judiciaires et économiques est exigé, ainsi qu'une bonne dose d'optimisme...

Comme le diable, la corruption se présente dans un halo lumineux, car elle semble avoir tellement de bons côtés ! La corruption met de l'huile de ricin dans la mécanique politique pour l'empêcher de gripper ; elle traduit avec bonheur la culture économique de chaque peuple ; aux dires de certains, elle est même parfois efficace pour le pays qui la pratique à l'encontre des pays étrangers. A tel point que se justifie la réticence des Etats à mettre en pratique les conventions signées pour éradiquer la corruption.

Sur les 35 pays les plus riches du monde qui ont ratifié la convention de l'OCDE interdisant la corruption de fonctionnaires étrangers - signée au milieu des années nonante -, aucun jusqu'à présent n'a poursuivi de ce fait le moindre délit ! Dans le cadre de l'ONU traînent en longueur les discussions visant à généraliser la lutte contre la corruption à partir de janvier 2004.

Les Américains, qui avaient fait le forcing pour contraindre leurs partenaires dans le cadre de l'OCDE, craignent aujourd'hui que leurs entreprises soient condamnées à l'étranger pour des pratiques parfaitement admises sur le territoire des Etats-Unis. Ce qui ne les a pas empêchés, sous couvert de lutte antiterroriste, de contraindre les banques suisses à s'exposer à l'appareil judiciaire américain. En revan-

che, ils sont d'accord pour que l'on saisisse les avoirs déposés à l'étranger par des gouvernements corrompus.

Il est vrai qu'avant de céder aux pressions américaines dans le cadre de l'OCDE, la France, comme la plupart des pays, encourageait la corruption pratiquée par les entreprises françaises, pensant que la corruption favorise la conquête de marchés étrangers. Elle fermait les yeux sur les facilités ainsi offertes au financement occulte des partis politiques français. On sait qu'un certain bakchich versé dans les années septante par la Société Générale pour le compte (suisse) d'Alstom (sic), dans le but de favoriser la vente d'un métro à Lagos, s'est volatilisé comme de la fumée de pétrole.

La procédure française ne manquait pas de sel. L'entreprise qui, pour gagner un contrat, versait quelques millions sur des comptes douteux se signalait dans un bureau ad hoc du Ministère des finances. Dans le jargon, on parlait « d'aller se confesser » ; moyennant quoi les sommes versées étaient comptabilisées parmi les dépenses de l'entreprise, ce qui faisait baisser le bénéfice comptable et les impôts correspondants. La procédure choquait les Américains qui interdisaient déjà à cette époque à leurs entreprises de pareilles pratiques : manque de fair-play dans la concurrence économique, disaient-ils.

Aujourd'hui, les pratiques n'ont guère changé ; elles sont cependant plus discrètes. Outre l'opinion publique, la raison en est la complexité des relations économiques, le rôle accru de l'administration dans la répartition des richesses nationales, les mœurs politiques où la loi (expression de l'intérêt général) laisse place de plus en plus au règlement (instrument de politiques particulières, opaques et souvent brouillonnes, pour ne pas dire contradictoires), le poids des services (plus de 75 % du produit national des pays occidentaux) dont la valeur économique est difficile à chiffrer. Tout cela occulte les liens entre le corrupteur et le corrompu.

Le droit occidental définit généralement le corrupteur comme celui qui remet ou promet des dons ou des présents, monétaires ou non, en contrepartie d'un avantage (réel ou supposé) sur lequel il n'a aucun droit. Pour le droit occidental, la corruption relève donc d'une convention. L'étudiante qui verse une larme pour attendre l'examineur n'est pas corruptrice au terme du droit, puisqu'elle ne propose ni ne promet rien, alors même qu'elle incite l'examineur à lui accorder une note à laquelle elle n'a pas droit.

A une toute autre échelle, dans beaucoup de pays, il en va de même. Il n'y a aucune convention, mais simplement des usages où la contrepartie n'est jamais précisée : le corrupteur (au sens occidental) accordera un beau cadeau lors du mariage de la fille du corrompu ; il trouvera une place pour le fils lorsque le moment

sera venu. Ailleurs aucun droit n'est lésé, mais le corrompu attribue une meilleure place au corrupteur, à l'exemple de ce rond de cuir des HLM de la Ville de Moscou qui s'était enrichi, sans violer aucun droit, simplement en attribuant aux plus généreux les appartements situés près de la ligne de bus.

La conception occidentale de la corruption polarise l'attention sur le corrupteur et le corrompu. C'est oublier que les plus grosses dérives proviennent non pas des liens entre deux individus, mais des réseaux. C'est le régime maffieux. La contrepartie est fournie par un tiers appartenant au même réseau. Chacun ne reçoit subsides et protection que s'il fait partie de l'organisation. Il ne faut évidemment pas restreindre le régime maffieux aux bandes de truands qui s'exterminent pistolet au poing au fond des bars ; il faut l'élargir à tous les réseaux où l'entraide déborde largement la justice à laquelle chacun a droit. Les réseaux

« Trafic »,
de Steven Soderbergh.



d'anciens élèves résistent mieux à l'usure du temps que les réseaux francs-maçons. Et en Europe de l'Ouest, les réseaux des administrateurs de grandes sociétés ont surmonté le choc de l'effondrement du capitalisme régulé par l'Etat.

Injustifiable

Si donc la corruption résiste à l'usure du temps, pourquoi lutter contre elle ? Elle est de tous les régimes : ne la repère-t-on pas dans l'ancienne Chine, dans l'Empire ottoman, dans l'Inde pré-coloniale ? L'Angleterre d'avant 1800 baignait dans la corruption comme un esquif dans la mer du Nord. Sans parler de la France du Grand Siècle.

Il faut réagir contre l'expérience passée et vouloir lutter contre la corruption. Tout simplement parce qu'elle n'est justifiable ni par la politique ni par l'économie, sans parler de la morale qui rappelle que la somme des intérêts particuliers défendus par les corrupteurs ne fait pas l'intérêt général.

La corruption n'est pas justifiable par la politique, bien que maints politologues n'y voient qu'un régime intermédiaire entre le régime féodal, où dominent les relations personnelles, et le régime de l'Etat de droit, où chaque individu a les mêmes droits que les autres. Le régime corrompu serait en quelque sorte un régime de suppléance. Contre cette platitude, il faut tenir que la corruption nie l'intérêt général sans lequel aucune société politique n'est pensable.

La corruption n'est pas davantage justifiable par l'économie parce que, contrairement à ce que laisserait croire la figure paternelle du « parrain », la corruption asphyxie la production : dans les pays les plus corrompus, le revenu par habitant est plus faible, la pauvreté

plus marquée et les revenus plus inégaux, sans parler des recettes fiscales ! Si l'on ne peut investir que moyennant bakchich, l'investissement ira là où la corruption est la plus forte, et non pas là où il serait le plus efficace. Si les promotions se font « sur canapé », les cadres les plus efficaces se verront supplantés. De plus la corruption détourne les investisseurs étrangers des pays réputés pour leur système corrompu, l'insécurité économique l'emportant à leurs yeux perspicaces sur les avantages économiques et sociaux.

Fourbir les armes

Comment lutter contre la corruption ? Les libéraux, fidèles à leur conception de l'Etat, voudraient que soient renforcés les contrôles et les sanctions. Dans les débats internationaux, chacun prend une figure libérale pour affaiblir ses partenaires, attendant des autres qu'ils répriment durement chez eux les contrevenants pour assurer la concurrence loyale dans la compétition économique internationale ; mais dès que les intérêts du pays sont en jeux, les figures changent de masque. La position américaine, dans les débats récents, n'est pas une exception. Montrer du doigt l'Amérique est simplement plus confortable (ce qui ne veut pas dire moins faux). Dénoncer le plus gros est plus facile parce qu'il est le plus visible, et c'est lui qui fait le plus envie.

Les idéalistes, plus ou moins inspirés par les principes religieux, voudraient que soient renforcés les principes moraux ; avec ce que cela suppose d'engagement de chacun, spécialement des chefs de services administratifs et des chefs d'entreprises. L'exemplarité aurait alors un effet d'entraînement.

C'est ainsi qu'au milieu des années nonante, le Mouvement des entrepreneurs et dirigeants chrétiens avait lancé une sérieuse campagne anti-corruption où maints chefs d'entreprise s'étaient réellement engagés, non sans risques d'ailleurs.

Ces manières de lutter contre la corruption en s'appuyant sur les appareils coercitifs d'Etat et les normes morales sont indispensables. Il s'agit de préciser les législations, de renforcer la fiabilité des appareils judiciaires, de contrôler la police, mais également de simplifier les procédures administratives. La principale ONG de lutte contre la corruption porte un nom qui résume à lui seul tout ce programme : Transparency International.¹

Assécher la source

La manière la plus efficace de lutter contre la corruption n'est cependant ni morale ni judiciaire ni policière ; elle est économique. Il s'agit d'asphyxier ce qui nourrit la corruption, la rente comme disent les économistes. La rente est un revenu qui n'est lié ni au travail ni à l'investissement, mais simplement à une situation particulièrement juteuse.

Si un quartier à la fois riche et peuplé permet à un supermarché de gagner davantage pour un même investissement, le surplus de revenu qu'il engendre sans effort s'appelle une rente. Cette rente permet éventuellement de payer celui qui détient le pouvoir d'autoriser ou non l'installation du super-

marché. Toute corruption suppose un revenu de ce type ; d'où l'idée de faire la chasse aux rentes pour assécher la source de la corruption.

Les moyens en sont aussi nombreux que les situations disparates : d'une manière générale, multiplier les voies de recours administratifs et favoriser la concurrence, éviter les situations de monopole tant public que privé, publier les offres des différents fournisseurs de marché public, nommer des représentants de la société civile ou de la Direction de la concurrence dans les commissions qui choisissent les fournisseurs, etc.

L'OCDE, l'ONU et la Chambre de commerce internationale sont les organes publics internationaux les plus actifs dans la lutte contre la corruption. Non point par vertu, mais au nom du fair-play sur les marchés. Aussi nécessaires soient-elles, les adaptations institutionnelles qu'ils promeuvent - en supposant même qu'elles soient appliquées - ne suffiront pas ; car l'imagination des corrupteurs est la seule chose au monde qui donne une idée de l'infini. Dans une économie d'échange, lutter contre la corruption devient alors, comme l'hygiène publique, l'affaire de tous.

E. P.

1 • Transparency International : pour la Suisse, Monbijoustr. 29, CP 8509, 3001 Berne ; pour la France, 12 r. de Penthièvre, 75008 Paris. www.transparency.org